

Poussée de nationalisme en Grèce

Partisan du dialogue avec Ankara, un ministre se voit reprocher ses origines juives.

Athènes correspondance

Incité par son propre parti à «durcir sa politique face à la Turquie, éternelle ennemie de la Grèce», Costas Simitis semble ne plus savoir vraiment dans quelle direction agir. Son élection à la tête du gouvernement socialiste grec, en septembre, avait redonné l'espoir de voir Athènes se débarrasser de ses obsessions nationalistes. Lui-même européen convaincu et maître de l'apaisement en politique étrangère, le Premier ministre avait réussi, au début de l'année, à éviter le déclenchement d'une guerre contre la Turquie, lors d'un grave incident militaire à Imia, un îlot du Dodécanèse revendiqué par Athènes et par Ankara. Son argument numéro un était que «la menace des canons doit faire place à la diplomatie».

Mais, sous la pression d'un nationalisme toujours plus fort dans l'opinion publique, le Premier ministre vient d'annoncer un important programme d'armement afin de renforcer «la force de dissuasion» face à la Turquie. Ainsi, Athènes compte consacrer 7% de son PIB aux dépenses militaires, soit trois fois plus que la plupart des pays membres de l'Union européenne, afin de rattraper le retard sur une Turquie elle-même surarmée.

Dans les dix ans à venir, la Grèce va notamment se doter des systèmes Awacs et de missiles Patriot, de nouveaux F16 et de Mirage 2000, pour 16,6 milliards de dollars obtenus à partir d'emprunts sur les places financières étrangères et de nouveaux impôts. Seules quelques voix isolées se sont élevées dans la presse pour mettre en garde contre le risque que cette «course à l'armement mine le programme de convergence» à l'heure où tous les indices économiques, dette publique et inflation en tête, sont au rouge.

Athènes n'arrête pas de souffler le chaud et le froid. Les délicates relations entretenues à la tête de la diplomatie grecque par le couple terrible du ministère des Affaires étrangères, Théodore

Pangalos et son secrétaire d'Etat, Christos Rozakis, sont à l'image de ce tiraillement. Jadis défenseur d'une solution par voie diplomatique du conflit gréco-turc, Pangalos joue actuellement sa carte de «turcophage» en rejetant les propositions d'arbitrage faites par les Etats-Unis ou par la présidence irlandaise. Célèbre pour ses formules à l'emporte-pièce, il avait déjà fait vibrer la fibre nationaliste des Grecs en accu-

sant la Turquie de «traîner ses bottes ensanglantées sur les tapis européens», pour revenir ensuite à des propositions confuses de «dialogue pour la paix et le bon voisinage».

A l'inverse, Christos Rozakis, nommé à ce poste en septembre, semble être le seul à avoir compris que la méthode «ni guerre ni dialogue» conduit à l'impasse et risque de remettre le feu aux poudres des deux côtés de la mer Egée. Architecte d'un rapprochement diplomatique «pas à pas» entre les deux pays, il s'est aussi déclaré en faveur de l'extension à toute l'année d'un moratoire sur les exercices militaires en mer Egée, adopté l'année dernière par les deux pays mais pour la seule période estivale. Ses thèses, adoptées pendant quelques mois

par le gouvernement, sont désormais combattues, tant par l'opposition qu'au sein du Pasok. Plusieurs ministres et députés du parti au pouvoir ont ainsi rejeté «la méthode Rozakis», la jugeant «défaitiste» et propre à ouvrir l'appétit des Turcs.

Relevant l'«étrangeté» des positions de Rozakis, un député conservateur a de son côté sommé le gouvernement d'indiquer si ce professeur des rela-

tions internationales de l'université d'Athènes, âgé de 47 ans, et conseiller diplomatique de Costas Simitis, était ou non d'origine juive et d'enquêter sur ses «probables relations et engagements auprès de pays tiers». Une intervention relayant des attaques lancées depuis des années par l'extrême droite contre Rozakis, qui ne l'appelle que «Rozeinstein» et l'accuse d'être un agent du «lobby sioniste international».

L'absence de toute réaction à l'intervention du député conservateur met en lumière les vieux démons antisémites du pays, mais aussi la suspicion systématique entretenue envers quiconque ose s'élever contre les dogmes patriotiques officiels. Une méfiance qui ne s'arrête pas aux clivages politiques, plusieurs cadres socialistes n'étant pas les derniers à attribuer, en privé, la modération de Rozakis à son origine juive. Ce dernier, qui n'a jamais dissimulé avoir changé de nom, n'a pas riposté.

Une timide réponse est venue hier de cinq personnalités de la gauche grecque, qui, condamnant les attaques contre Christos Rozakis, ont appelé à la création d'un «front contre le nationalisme». Costas Simitis, quant à lui, garde un silence gêné ●

SOPHIA GIANNAKA

Les gens

La police recrute gay

Avis aux homosexuels anglais: la police du Sud-Yorkshire veut les embaucher. La police de cette région du nord de l'Angleterre vient de passer une offre d'embauche dans le magazine *Gay Times*, afin d'augmenter leur nombre dans ses rangs. La proportion de policiers homos dans cette région se situerait actuellement «entre 3 et 5%», selon la police, qui souhaite faire en sorte que ce pourcentage reflète au plus près la composition de la population. Un porte-parole de la police, plein de bonnes intentions, a déclaré que «si quelqu'un a une orientation sexuelle